

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Occitanie
ZI la Bouriette - 320 Chemin de Maquens
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 06/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MOULINS DU SUD (ex. TOULOUSAIN DES FARINES)

Z.I. de Truilhas
11590 Sallèles-D'aude

Références : 2026-034
Code AIOT : 0006600357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement MOULINS DU SUD (ex. TOULOUSAIN DES FARINES) implanté Z.I. de Truilhas 11590 Sallèles-d'Aude . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée est diligentée dans le cadre d'un incendie survenu le 30/01/2026 vers 11h35 au niveau de la zone chaufferie du site.

L'objet de cette visite est de :

- vérifier la maîtrise de l'incendie,
- vérifier l'absence de risque de propagation d'un point chaud à l'ensemble des installations connectées au circuit de séchage de la farine,
- s'assurer que l'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des dispositions afin d'autoriser le redémarrage du moulin,

- vérifier la situation du poste de chargement des issues et des découplage de zones.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOULINS DU SUD (ex. TOULOUSAIN DES FARINES)
- Z.I. de Truilhas 11590 Sallèles-d'Aude
- Code AIOT : 0006600357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale est une minoterie.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport incident / accident	Code de l'environnement du 05/02/2026, article R.512-69	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Chargement des issues	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 3.1.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Présence poussières	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.6	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours
4	Découplage des volumes	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
5	Asservissement manutention	Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

/

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport incident / accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/02/2026, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport incident / Accident : Incendie chaufferie
Prescription contrôlée : Un rapport d'analyse prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Ce rapport précise notamment, dans l'état des connaissances à la date de transmission : <ul style="list-style-type: none">• les circonstances et la chronologie de l'événement et de l'intervention, en distinguant le cas échéant la succession des différents phénomènes dangereux ;• les substances dangereuses en cause, en apportant des éléments chiffrés sur les quantités impliquées ;• l'analyse détaillée et exhaustive des dysfonctionnements (matériels et/ou humains) et des causes profondes (notamment organisationnelles et/ou humaines) (par exemple de type arbre des causes) ayant conduit à cet événement, en veillant à exposer les arguments ayant conduit à écarter les hypothèses non retenues. Le rapport précise si ces dysfonctionnements et causes sont avérés ou supposés ;• les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques, en apportant des éléments chiffrés ;• les mesures d'urgence prises et les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets de l'événement à moyen ou à long terme ;• les mesures prises ou envisagées pour réduire la probabilité d'occurrence d'un événement similaire notamment en ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, plus particulièrement au travers du dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement de ces dernières. Ce rapport détermine les investigations complémentaires éventuellement nécessaires. Les résultats des éventuelles expertises et les rapports associés sont joints au rapport d'analyse. Le rapport d'analyse de l'événement est tenu à jour. Le cas échéant, l'exploitant transmet les mises à jour du rapport au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des ICPE, par téléphone le 30/01/2026 au environ de 12h42, d'un incendie qui se serait déclaré vers 11h35 dans la zone de la chaufferie gaz. Plusieurs véhicules d'interventions se sont rendu sur le site et des investigations ont permis de localiser la zone concerné par cet incendie : un point chaud dans le conduit d'évacuation des fumées de combustion de la chaufferie gaz. L'arrêt de l'alimentation gaz ainsi que l'arrêt électrique du moulin dans les moments qui ont suivi la détection de l'incendie ont permis d'arrêter la propagation de la combustion. Les investigations menées par l'exploitant et les services d'intervention ont confirmer l'absence de points chaud dans les différents circuits de distribution de la farine connectés avec le réseau

<p>de séchage de la farine.</p> <p>La reprise d'activité du moulin seulement a été acceptée en fin d'après-midi (aux environ de 17h30).</p> <p>L'exploitant a pris la décision de mettre à l'arrêt définitif l'exploitation de cette chaudière devenue trop vétuste pour envisager une réparation et une remise en service. L'installation d'une nouvelle chaudière est donc à prévoir.</p> <p>Afin de disposer d'éléments circonstanciels de l'origine et des causes de ce point chaud, un rapport d'analyse doit être remis à l'inspection. Cette demande est ajoutée au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu, sous un mois, de transmettre au préfet et à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse prévu à l'article R.512-69 du code de l'environnement</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Chargement des issues

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 3.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Emissions diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières. Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières. Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'inspection a constaté que la zone des issues est empoussiérée (sols, murs, plafond).</p> <p>Cette zone n'est pas équipée de dispositif de maîtrise des émissions diffuses de poussières.</p>

<p>Ce point apparaissant régulièrement dans les différentes visites d'inspection, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas réussi à définir une solution pérenne permettant d'éviter l'émission de poussières diffuses dans ses installations et dans le voisinage, et notamment au niveau de la zone de chargement des issues.</p> <p>Il ressort que la prescription contrôlée n'est pas respectée, bien qu'elle ai déjà fait l'objet de plusieurs demandes de l'inspection. Dans ce cadre, l'inspection propose d'encadrer la mise en place de mesures relatives aux émissions de poussières par un arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 3 mois, de présenter une solution de maîtrise des émissions de poussières au poste de chargement des issues ainsi que le plan d'action associé à sa mise en œuvre ; - au plus tard pour fin 2026, de mettre en œuvre la solution de maîtrise des émissions de poussières au poste de chargement des issues retenue. <p>L'exploitant adressera à l'inspection l'ensemble des éléments justificatifs aux échéances des actions ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 3 : Présence poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La quantité de poussières n'est pas supérieure à 50 g/m².</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que la zone rez-de-chaussé -1 n'est pas régulièrement nettoyée (présence de poussière au sol et sur les équipements).</p> <p>Une action corrective rapide est nécessaire est demandée. Il est proposer d'encadrer cette demande via un arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu, sous 5 jour, de procéder au nettoyage complet du site (équipements, sols, cloisons, plafonds), notamment de la zone rez-de-chaussé -1 (arrêté préfectoral de mise en</p>

demeure). L'exploitant adressera à l'inspection l'ensemble des éléments justificatifs à l'échéance de l'action ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 jours

N° 4 : Découplage des volumes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Isolation Zone chargement issues et zone poste de commande
Prescription contrôlée : <i>La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis à vis des risques d'incendie et d'explosion.</i>
Constats : <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que le sac qui permet de découpler la zone chargement des issues de la zone salle de commande n'est pas fonctionnelle : porte ouvert et qui ne se ferme pas automatiquement. Ce point a déjà relevé lors de la précédente visite.</p> <p>Une remise en état du dispositif de découplage des volumes les uns envers les autres est indispensable. L'inspection propose donc d'encadrer cette demande par un arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant est tenu, sous 5 jours, d'assurer de façon efficace et pérenne la fermeture automatique des deux portes du sas de liaison entre la partie chargement vrac et la partie moulin-salle de commande (arrêté préfectoral de mise en demeure).</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection l'ensemble des éléments justificatifs à l'échéance de l'action ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 jours

N° 5 : Asservissement manutention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2011, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôleurs de rotation / déport de sangles
Prescription contrôlée :

Tous les élévateurs sont équipés de contrôleurs de rotation asservi au fonctionnement de l'installation de manutention. Tous les élévateurs et transporteurs à bandes sont équipés de capteurs de déport de sangle asservi au fonctionnement de l'installation de manutention.

Constats :

Au cours de la visite, l'inspection a constaté que l'élévateur présent dans la zone rez-de-chaussée -1 n'est pas équipé des dispositifs de sécurité contrôleur de rotation et déport de sangle. La prescription n'étant pas respectée, l'inspection propose d'encadrer cette mise en conformité ainsi que la vérification des équipements de sécurité sur la manutention et du bon fonctionnement des asservissements par arrêté préfectoral de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- Sous 1 mois, procéder à l'installation de contrôleurs de rotation et déports de sangle sur l'ensemble des élévateurs non équipés, notamment au niveau de la zone rez-de-chaussée -1;
- Sous 3 mois, réaliser une vérification de conformité de l'ensemble de la manutention ainsi que du bon fonctionnement des asservissements.

L'exploitant adressera à l'inspection l'ensemble des éléments justificatifs aux échéances des actions ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois